

Les chômeurs partent en tournée et ça inquiète

Par Laurent Burlet

Posté le 31/05/2010 à 18:41 | lu 308 fois | 0 réaction|



Flore Giraud

Fin de droits, radiations, explosion du nombre de demandeurs d'emploi,... les raisons de mécontentements ne manquent pas pour les collectifs de chômeurs qui multiplient les actions pour se faire entendre. Les ex-RG veillent.

Vendredi 28 mai, devant l'agence Pôle Emploi, rue de la Charité, la secrétaire du syndicat CGT chômeurs est encadrée par trois membres du Service Départemental de l'Information Générale (SDIG), autrement dit les anciens renseignements généraux (RG). *"Ils ont peur d'un mouvement de masse. Car ils savent qu'on est cinq millions"*, commente Anaïs Cintas, secrétaire de la CGT chômeurs.

Ce matin du 28 mai, il n'y a pourtant qu'une dizaine de militants de la CGT, d'AC! et du collectif Vaudais de privée d'emploi et précaires. Cette action devant l'agence a été décidée la veille lors d'un rassemblement d'une centaine de personnes devant la direction régionale de Pôle Emploi au cours duquel une délégation a remis une première pétition de 1500 signatures demandant notamment l'arrêt des radiations ([lire notre article sur le sujet](#)) et le maintien des indemnités pour les chômeurs en fin de droits. Après le rendez-vous, les chômeurs ont souhaité faire la tournée des agences de Pôle Emploi, pour notamment continuer à faire signer la pétition. *"On a eu un premier rendez-vous avec la direction régionale. Mais ils ont noyé le poisson. On a conscience qu'une simple signature ne fera pas bouger l'Etat qui continue une politique anti-sociale"*, poursuit Anaïs Cintas.

"Construire la grève des chômeurs"

Cette pétition, initiée par la CGT, est certes conçue comme un *"outil"* pour aller à la rencontre des chômeurs dans les agences et *"massifier le mouvement"*, les chiffres de la contestation restent modestes. Si les ex-RG suivent de près les actions des chômeurs, c'est peut-être parce que cette pétition s'inscrit dans un mouvement national initié en Bretagne intitulée *"grève des chômeurs"* qui a été marqué au début du mois de mai par l'occupation de plusieurs agences de Pôle Emploi. Relayée à Paris par la Coordination des Intermittents et Précaires ([voir ici](#)) et dans d'autres villes de France, cette "grève" passe par le refus de se rendre aux convocations, considérées comme du "flicage" et des occupations d'agence.

Un nouveau mouvement des chômeurs ?

L'explosion du chômage et l'annonce d'un million de chômeurs en fin de droit pour 2010 a été l'effet déclencheur de cette tentative de réactivation d'un mouvement de chômeurs tel qu'on a pu en connaître durant l'hiver 1997/1998 avec la "prime de Noël" ou en 2003/2004 avec "les recalculés". Cette fois-ci, les chômeurs refusent le "Plan Rebond" qui devrait être mis en place au mois de juin (lire encadré).

La tournée des agences Pôle Emploi

Pour faire remonter leurs revendications jusqu'à la direction de Pôle Emploi, les collectifs de chômeurs ont décidé de passer dans chaque agence de l'agglomération lyonnaise. La première est donc l'agence de la rue de la Charité où une dizaine de chômeurs militants se sont donnés rendez-vous. En plus des ex-RG, ils sont accueillis par un agent de sécurité appelé en renfort. L'ambiance est pourtant détendue. Les cégétistes font signer la pétition, d'autres discutent avec des chômeurs venus pointés (nous sommes en fin de mois). La plupart soutient l'action et évoque spontanément les difficultés qu'ils rencontrent avec Pôle Emploi.

Une action politique et sociale

Comme cette femme de 34 ans qui vient de se faire radier pour être arrivée quinze minutes en retard à son entretien. ça tombe bien, la directrice est descendue discuter avec le collectif de chômeurs qui, justement, demande l'arrêt de ces radiations. La directrice s'engage à la rétablir dans ses droits. Elle pourra de nouveau toucher son allocation de 450 euros. Soulagement. "*La mobilisation paye*", glisse Salim Messad d'AC!. Celui-ci part dans une grande discussion avec la directrice. Outre les radiations, il reproche à Pôle Emploi d'avoir mis en place un accueil "déshumanisé" des chômeurs, notamment depuis la mise en place du numéro unique, le 39 49, qui ne permet plus de joindre directement son conseiller et de prendre un rendez-vous en dehors des convocations.

Le dialogue est cordial et la directrice reconnaît à demi-mots certains "*dysfonctionnements*" liés à la fusion mais qu'il y a des "*améliorations*". Mais elle affirme qu'il ne faut pas se "*focaliser*" sur les radiations car "*peu de personnes sont sanctionnées*". Selon le directeur général de Pôle Emploi, Christian Charpy, il y a entre 35 000 et 45 000 radiations. Il est midi. Les chômeurs remballent pétitions et drapeaux et se donnent rendez-vous au prochain Pôle Emploi qu'ils visiteront ce mardi matin à 9h, en l'occurrence celui du 8e arrondissement situé avenue Paul Cazeneuve. Les syndicats CGT, SUD et FSU, qui soutiennent l'action des chômeurs, appellent de leur côté à une grève nationale le 8 juin pour obtenir des "réponses" sur les conditions de travail. Selon la CGT, un conseiller de l'agence Charité doit assurer le suivi "mensuel" de 200 chômeurs. Une gageure.

Un "Plan Rebond" contesté

Le "Plan Rebond" qui devrait être mis en place au mois de juin est censé solutionner le problème du million (annoncé) des fins de droits au cours de l'année 2010. Ce plan prévoit des formations rémunérées, des contrats aidés et une allocation de 454 euros sauf si le chômeur refuse "*sans motif légitime*" une formation ou un contrat aidé. Ce sont des "*fausses solutions*" pour AC! : "*le budget des formations comme les contrats aidés existent déjà*", explique une militante. *Il est seulement affecté à ce public-là. Ils seront en plus soumis à l'offre raisonnable d'emploi : si le chômeurs refusent, on lui coupera ses droits à l'allocation spécifique qui, en plus, ne durera que six mois!*". C'est pourquoi, dans un contexte de "pénurie d'emplois", les chômeurs demandent le maintien de l'allocation chômage.